



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction de l'interministérialité  
et du développement durable**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES**

**DIDD – 2024 – n° 200**

**MAUGES COMMUNAUTE à Beaupréau-en-Mauges**

**Déchetterie de Melay**

**Installations classées pour la protection de l'environnement**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier des Palmes Académiques,

- Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R.181-46 ;
- Vu** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement ;
- Vu** le décret n°2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées et introduisant le régime de l'enregistrement pour la rubrique 2710-2 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;
- Vu** le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n° 2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;
- Vu** l'arrêté du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juin 1999 autorisant la Communauté de communes de la région de Chemillé à exploiter une déchetterie située sur la commune de Melay ;
- Vu** le récépissé de changement d'exploitant au profit du SIRDOMDI en date du 24 septembre 2009 ;
- Vu** le donner acte du préfet en date du 6 juin 2013 relatif au reclassement dans les rubriques déchets 2710.1.a et 2710.2.b de la déchetterie de Melay ;
- Vu** le récépissé de changement d'exploitant au profit de MAUGES COMMUNAUTE en date du 14 août 2018 ;
- Vu** la demande de MAUGES COMMUNAUTÉ transmise à la préfecture de Maine et Loire le 22 mars 2022 complétée le 3 mai 2023 relative à la réhabilitation et l'extension (création d'un bassin d'eaux pluviales) de la déchetterie de Melay ainsi qu'une augmentation des quantités de déchets présents ;
- Vu** la décision d'examen au cas par cas de l'Autorité Environnementale en date du 23 juin 2023 – arrêté DIDD- Année 2023- n°168 – portant dispense d'étude d'impact sous réserve d'établir un diagnostic zone humide sur le périmètre du projet ;

**Vu** le diagnostic de la zone humide établi le 19 juillet 2023 ;

**Vu** les compléments apportés les 3 août 2023 et 13 décembre 2023 par MAUGES COMMUNAUTE ;

**Vu** l'avis du SDIS 49 en date du 15 février 2024 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 06 août 2024 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** l'absence d'observation présentée par courriel du 07 août 2024 par le demandeur sur ce projet ;

**Considérant** qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

**Considérant** que les modifications relatives à la réhabilitation de la déchetterie comprenant une augmentation des quantités de déchets présents et à la création d'un nouveau de bassin d'eaux pluviales ne constituent pas une modification devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2 et n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**Considérant** qu'au regard des modifications apportées aux installations, le classement des installations du site doit être mis à jour ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Maine et Loire ;

## **ARRETE**

### **TITRE 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales**

#### **ARTICLE 1.1 – Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

##### **Article 1.1.1 – Titulaire de l'autorisation**

MAUGES COMMUNAUTE dont le siège social est situé 1 rue Robert Schuman - La Loge – CS 60111 Beaupréau – 49 602 BEAUPREAU-EN-MAUGES CEDEX est autorisée à poursuivre l'exploitation de la déchetterie située au lieu-dit « La Haute Brosse » à Melay 49 120 CHEMILLÉ-EN-ANJOU sous réserve de respecter les prescriptions ci-après.

##### **Article 1.1.2 – Modifications des actes antérieurs**

Sans abroger les actes antérieurs qui fondent l'autorisation administrative des activités régulièrement mises en service, les dispositions du présent arrêté se substituent aux prescriptions techniques antérieures.

##### **Article 1.1.3 – Installations soumises à enregistrement, déclaration ou non classées**

Les prescriptions de cet arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements de l'établissement qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les incidences de cette installation.

#### **ARTICLE 1.2 – Nature des installations**

##### **Article 1.2.1 – Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Rubriques ICPE	Libellés des rubriques et seuils de classement	Natures et volumes des activités exercées	Régime(*)
2710.1.a	<b>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 :</b> <b>1. Dans le cas de déchets dangereux,</b> la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 tonnes.	Déchets dangereux (DDM, huiles,...) : 8,5 t Déchets d'amiante liée : 10 t (plusieurs journées de collecte par an) <b>Total 18,5 tonnes</b>	A
2710.2.a	<b>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 :</b> <b>2. Dans le cas de déchets non dangereux,</b> le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m³	Déchets non dangereux : <b>1 200 m³</b>	E

(\*) A (autorisation), AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), E (Enregistrement), DC ou D (déclaration)

Rubriques IOTA	Intitulé	Grandeur caractéristique	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Surface totale du projet : <b>1,6 ha</b> dont 7300 m² de surfaces imperméabilisées	D

#### Article 1.2.2 – Situation géographique de l'établissement

Les installations, qui sont implantées sur les parcelles 407, 1113, 1117 et 1125 de la section 119B du plan cadastral de la commune de Chemillé-en-Anjou occupent une superficie d'environ 1,6 ha dont environ 7300 m² de surfaces imperméabilisées.

#### Article 1.2.3 – Autres limites de l'autorisation

##### Article 1.2.3.1 – Déchets admis

La liste des déchets admissibles est définie par la collectivité territoriale en fonction des filières de valorisation ou d'élimination existantes sur son territoire et de la configuration du site.

##### Article 1.2.3.2 – Déchets interdits

La liste des déchets interdits, non exhaustive, est la suivante :

- les ordures ménagères,
- les Véhicules Hors d'Usage (VHU),
- les cadavres d'animaux,
- les produits explosifs ou radioactifs,
- les produits toxiques ou dangereux, corrosifs ou instables des professionnels,
- les déchets hospitaliers,
- les médicaments.

##### Article 1.2.3.3 – Origine géographique des déchets

Les apports des déchets proviennent des territoires de Chemillé-en-Anjou rattachés à la déchetterie par MAUGES COMMUNAUTE.

#### Article 1.2.4 – Description des activités

Les principaux aménagements et équipements nécessaires au fonctionnement de la déchetterie sont :

- des locaux de collecte (local déchets dangereux des ménages, préau pour les huiles usagées ...) ;

- des quais comprenant des bennes (tout-venant, cartons, mobiliers, plastiques, ferrailles et métaux,...) ;
- des casiers pour les bois, gravats et déchets verts.

Ainsi qu'un certain nombre d'utilités nécessaires au fonctionnement de l'établissement, notamment des locaux annexes (exploitation, pédagogique, outillage et réemploi).

## **ARTICLE 1.3 – Conditions générales de l'autorisation**

### **Article 1.3.1 – Conformité au dossier de demande d'autorisation**

Les installations et leurs annexes sont aménagées et exploitées conformément aux plans, données techniques et engagements présentés au cours de l'instruction de la demande d'autorisation ainsi que dans les dossiers de modifications qui ont fait l'objet d'une suite favorable écrite du préfet, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux prescriptions du présent arrêté.

### **Article 1.3.2 – Durée de l'autorisation**

La présente autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée, l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de 3 ans ou n'a pas été exploitée durant 3 années consécutives.

### **Article 1.3.3 – Porter à connaissance et analyses des évolutions**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable de leurs incidences, est portée avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments nécessaires à son appréciation.

### **Article 1.3.4 – Transfert et changement d'exploitant**

Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire dans les trois mois qui suivent ce transfert.

### **Article 1.3.5 – Cessation d'activité**

L'usage à prendre en compte pour la remise en état est **un usage en zone agricole Ae** identifié par le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Chemillé-en-Anjou.

Au moins **3 mois** avant l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt et transmet un mémoire décrivant les mesures prises ou prévues pour mettre le site en sécurité, qui portent en particulier sur :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets ;
- les interdictions ou les limitations d'accès ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ;
- un plan à jour de l'emprise de l'établissement.

En outre, l'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne puisse pas porter atteinte aux intérêts protégés par le Code de l'environnement et qu'il permette son usage futur dans les conditions prévues par sa remise en état.

## **ARTICLE 1.4 – Législations et réglementations applicables**

### **Article 1.4.1 – Textes applicables à l'établissement**

Outre les dispositions du Code de l'environnement, les prescriptions des textes suivants s'appliquent à l'établissement pour les parties qui le concerne (*liste non exhaustive*).

Dates	Références des textes généraux applicables
23/01/97	Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées (IC)
02/02/98	Arrêté relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des IC soumises à autorisation
31/01/08	Arrêté relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (GEREP)
07/07/09	Arrêté relatif aux modalités d'analyses dans l'air et dans l'eau pour les IC et aux normes de référence
04/10/10	Arrêté relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations soumises à autorisation
27/10/11	Arrêté portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du Code de l'environnement
26/03/12	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial).
10/03/16	Décret 2016-288 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets
31/05/21	Arrêté fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du CE
22/12/23	Arrêté relatif à la prévention du risque incendie au sein d'installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712, 2718, 2790 ou 2791.

Les installations sont principalement régies par l'arrêté du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial), complété des prescriptions du présent arrêté.

#### Article 1.4.2 – Respect des autres législations et réglementations

Les prescriptions de cet arrêté sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables ni de faire obstacle ou s'opposer aux mesures prises en leur application, notamment le Code minier, le Code de l'urbanisme, le Code du travail, le Code de la Santé Publique, le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les Équipements Sous Pression (ESP), ou des documents opposables tels les schémas, plans d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers demeurent réservés et la présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

## **TITRE 2 – Gestion de l'établissement**

### **ARTICLE 2.1 – Principes de gestion de l'établissement**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la

protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

## **ARTICLE 2.2 – Impacts sur le milieu naturel**

L'exploitant prend les mesures suivantes liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et paysages) :

- Compensation de la dégradation de la zone humide de 100 m<sup>2</sup> située sur la parcelle B407 par la création d'une zone humide de 150 m<sup>2</sup> au sud de la parcelle B407 (voir plan en annexe) ;
- Préservation des haies bocagères existantes aux limites Sud (parcelles B1114, B1116, B1117 et B1125) et Nord (parcelle B1113) de l'emprise de la déchetterie ;
- Préservation de la haie au Nord de la parcelle B407 ;
- Préservation du merlon vert planté de résineux le long de la voie communale d'accès, côté Est des installations.

## **ARTICLE 2.3 – Intégration dans le paysage**

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour intégrer l'établissement dans le paysage et maintenir les installations comme les locaux en bon état de propreté. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits, déchets et poussières.

Les surfaces où cela est possible sont engazonnées et des haies bocagères composées d'essences locales sont implantées en périphérie du site.

## **ARTICLE 2.4 – Conception des installations**

Les installations sont correctement dimensionnées, conçues conformément aux normes en vigueur ou, à défaut, à l'état de l'art au moment de leur mise en service et entretenues selon les recommandations de leurs constructeurs. Leurs performances permettent d'atteindre les objectifs fixés par cet arrêté.

## **ARTICLE 2.5 – Conditions d'exploitation, entretien**

### **Article 2.5.1 – Personne compétente**

L'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des matières utilisées ou stockées dans l'installation.

### **Article 2.5.2 – Plage d'exploitation**

L'exploitation peut être conduite, hors jours fériés, du lundi au samedi en présence d'un agent de la déchetterie.

Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des déchets acceptés sont affichés visiblement à l'entrée.

### **Article 2.5.3 – Accès et signalisation**

L'accès à la déchetterie est aménagé, en accord avec le service gestionnaire compétent, de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Les véhicules en attente de franchissement de la barrière de la déchetterie sont stationnés sur une voie à l'intérieur du site.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie par une clôture d'au moins 2 m de hauteur. Il est inaccessible en dehors des heures d'ouverture.

Le bassin de rétention des eaux pluviales est clôturé de manière à être inaccessible par le public.

Les voies de circulation sont suffisamment larges afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés.

### **Article 2.5.4 – Réserves de produits**

L'établissement est pourvu en produits absorbants incombustibles permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus.

## **ARTICLE 2.6 – Déclaration des accidents et des incidents**

L'exploitant déclare dans les meilleurs délais au préfet et à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par le Code de l'environnement.

Le rapport d'accident ou, sur demande, le rapport d'incident, précise les circonstances et les causes de l'événement, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour pallier ou évaluer les effets à moyens et longs termes et éviter qu'un événement similaire ne se reproduise. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 2.7 – Surveillance de l'établissement et de ses émissions**

### **Article 2.7.1 – Suivi et contrôle des installations**

Les prélèvements, analyses et mesures sont réalisés selon les normes, ou à défaut selon les règles de l'art, en vigueur au moment de leur exécution.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de contrôles, prélèvements et analyses spécifiques aux installations et à leurs émissions ou dans l'environnement afin de vérifier le respect des dispositions du présent arrêté.

Les frais engagés pour les contrôles prévus dans le cadre de cet arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 2.7.2 – Bilan annuel d'exploitation**

Au plus tard le 31 mars de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un bilan d'activités accompagné d'une synthèse commentée du fonctionnement de son établissement au cours de l'année précédente dans laquelle figure, a minima, l'interprétation des résultats des surveillances.

Cette communication est annuelle sauf en cas de dépassements des valeurs prescrites ou d'éléments devant faire l'objet d'un porter à connaissance du préfet pour lesquels la transmission est immédiate.

### **Article 2.7.3 – Déclaration environnementale annuelle des émissions polluantes (GEREP)**

L'exploitant déclare ses émissions polluantes et déchets de l'année précédente suivant le format et les conditions fixés par le ministre chargé des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

## **ARTICLE 2.8 – Mise en application de l'arrêté**

Dans un délai de **6 mois** suivant la mise en service des installations, l'exploitant procède à un récolement des dispositions du présent arrêté. Pour chaque prescription, ce bilan justifie la pertinence et le dimensionnement des mesures techniques et organisationnelles retenues pour les respecter. Si certains travaux ne sont pas achevés ou si des écarts apparaissent, l'exploitant précise les délais de leur réalisation ou de leur résorption effective.

## **ARTICLE 2.9 – Justificatifs tenus à la disposition de l'inspection des installations classées**

**L'exploitant est en permanence en mesure de justifier du respect des dispositions du présent arrêté. Les justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.**

Les documents suivants sont disponibles durant toute la vie de l'établissement sauf lorsque la réglementation fixe leur durée de conservation ou, pour des pièces circonstanciées :

- le dossier de demande d'autorisation et les demandes successives de modifications adressées au préfet ;
- les plans de l'établissement, en particulier ceux des réseaux ;
- les actes et les décisions réglementaires, dont les arrêtés, les récépissés, les pris actes... ;

- les études, modifications, travaux et contrôles de conformité exécutés par des personnes compétentes ;
- les enregistrements, relevés et comptes-rendus de maintenance des équipements ;
- les rapports des surveillances des installations et de leur environnement (permanente pour les synthèses annuelles, 10 ans pour les contrôles des organismes agréés et 5 ans pour l'auto-surveillance...);
- Ces justificatifs peuvent être informatisés si des dispositions sont prises pour les sauvegarder.

#### **ARTICLE 2.10 – Contrôles à réaliser et documents à transmettre à l'inspection**

Le récapitulatif suivant précise les modalités de mise à disposition des rapports de contrôles et de surveillance de l'établissement et de ses incidences.

Articles	Objets	Date ou délais de réalisation	Conditions de transmission à l'IC
Art 2.7.2	<b>Synthèse annuelle</b> de fonctionnement et de surveillance	Au cours de l'exercice	
Art 2.7.3	Déclaration annuelle des émissions polluantes (GEREP)	Annuel	
Art 4.2.	Nettoyage et contrôle du dispositif de traitement des eaux	Au moins une fois/an	Avec bilan annuel
Art 2.8	Mise en application de l'arrêté	Dans un délai de 6 mois	Avec bilan annuel
Art 4.2.3	Contrôles des rejets d'eaux pluviales	Annuel	Avec bilan annuel
Art.6.1	Contrôle des niveaux sonores	Dans un délai d'un an suivant la mise en service	Avec bilan annuel
Art.7.2.3	Vérification des installations électriques et mise à la terre	Au moins une fois par an	Avec bilan annuel

### **TITRE 3 – Prévention de la pollution atmosphérique**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour limiter ses consommations d'énergies.

L'établissement, y compris les véhicules sortant du site, n'entraîne pas de salissure ou de dépôt sur les voies publiques ou dans l'environnement (légers, poussières...). Pour cela, les voies de circulation internes ainsi que les aires de stationnement sont aménagées (formes de pente, revêtement...) et entretenues.

Il n'y a pas de source d'émission canalisée sur le site.

Des dispositions sont prises pour empêcher la formation de poussières et d'odeurs.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

### **TITRE 4 – Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques**

#### **ARTICLE 4.1 – Prélèvements et consommations d'eau**

Les besoins en eau de l'établissement sont assurés par le réseau d'adduction public. L'arrivée est munie d'un dispositif totalisateur des quantités prélevées et est protégée contre les risques de contamination par un dispositif de disconnexion. Aucun prélèvement n'est effectué dans les eaux souterraines et le milieu naturel.

La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

#### **ARTICLE 4.2 – Collecte et traitement des eaux**

Toutes les eaux sanitaires, industrielles et pluviales sont collectées dans des réseaux séparatifs. Ces ouvrages, assurant également leur traitement et leur évacuation, sont correctement dimensionnés, étanches, accessibles et curables. Ils font l'objet d'une surveillance régulière de leur état d'usure.



Le dispositif de traitement est vidangé et nettoyé régulièrement, au moins une fois par an, avec un contrôle du fonctionnement de son dispositif de filtration et d'obturation. Il est conforme à la norme en vigueur au moment de leur installation.

Les contrôles périodiques de l'encrassement du bassin de rétention des eaux de ruissellement de la déchetterie par des dépôts (boues, terres...) et des matières organiques (végétation et feuilles en décomposition) donnent lieu à des curages aussi fréquents que nécessaires.

Les rejets directs ou indirects dans la nappe souterraine, des puits ou des puisards sont interdits, tout comme l'évacuation d'effluents industriels bruts (épandage, infiltration...). La dilution est interdite.

#### Article 4.2.1 – Eaux sanitaires

Les effluents domestiques sont traités conformément à la réglementation en vigueur.

#### Article 4.2.2 –Maîtrise des débits de restitution aux milieux

En sortie du bassin de rétention, les eaux pluviales rejoignent le milieu naturel.

L'exploitant s'assure de la compatibilité des rejets d'eaux pluviales avec les capacités d'évacuation du réseau pluvial récepteur. Au besoin, le débit du rejet est limité et régulé.

Le dimensionnement du bassin de rétention tient compte, a minima, d'une pluie de retour décennal. Son volume utile est d'environ 480 m<sup>3</sup>. Il est étanche et permet l'isolement du site en cas de pollution accidentelle. Cet ouvrage est compatible avec le SAGE Layon-Aubance en ce qui concerne la préservation des zones humides et la régulation du débit de fuite régulé à 3 l/s

#### Article 4.2.3 –Valeurs limites de rejets et contrôle des rejets

Les rejets des eaux pluviales susceptibles d'être polluées permettent de respecter sans dilution les valeurs limites définies ci-dessous :

Paramètres	Valeurs limites
pH	5,5-8,5
Matières en Suspension – MES	100 mg/l
DCO	125 mg/l
DBO5	40 mg/l
indice phénols	0,3 mg/l
chrome hexavalent	0,1 mg/l
cyanures totaux	0,1 mg/l
AOX	5 mg/l
arsenic	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux – HCT	10 mg/l
métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)	15 mg/l

L'exploitant s'assure de la conformité de ses rejets à ces valeurs limites par au moins une analyse annuelle.

Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

## **TITRE 5 – Déchets**

### **ARTICLE 5.1 – Principe de gestion des déchets y compris ceux générés par le site**

Les conditions d'entreposage des déchets satisfont les règles de prévention des nuisances et des risques.

Les déchets doivent être périodiquement évacués vers des installations de traitement adaptés et autorisés à les recevoir.

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant conformément aux dispositions du Code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclaration et agréments nécessaires.

Le cas échéant, l'exploitant émet un bordereau de suivi des déchets produits par le site et doit être en mesure d'en justifier le traitement.

## **ARTICLE 5.2 – Gestion des déchets collectés**

Les matériaux, objets ou produits doivent être déposés directement par le public et de façon sélective dans autant de casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets. Ils ne doivent en aucun cas être stockés à même le sol.

Les matériaux, objets ou produits récupérés doivent être périodiquement évacués vers des installations de traitement ou de valorisation autorisées au titre de la législation des installations classées.

Les papiers, cartons et textiles, s'ils ne sont pas stockés à l'abri de la pluie, doivent être évacués au moins une fois par mois.

Les déchets verts doivent être évacués au moins une fois tous les quinze jours ou stockés dans des conditions évitant le développement de fermentations.

### **Article 5.2.1 –Local de stockage des déchets dangereux**

À l'exclusion des huiles, des lampes, des piles et des cartouches d'encre, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité qui est chargé de les entreposer dans un local spécifique dédié, abrité des intempéries. Les réceptacles des déchets dangereux comportent un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.

Le local de stockage des déchets dangereux des ménages est organisé en classe de déchets de natures distinctes. Des panneaux informant des risques encourus et rappelant les consignes de sécurité sont clairement affichés à l'entrée du local ainsi qu'un panneau interdisant l'accès au public et l'interdiction de fumer.

### **Article 5.2.2 –Stockage des huiles**

Des conteneurs sont mis à disposition du public pour entreposer les récipients issus du transvasement des huiles.

Tout emballage fuyard est placé dans un autre emballage approprié. Un stock suffisant d'emballages appropriés est conservé sur le site.

Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques à l'abri des intempéries et disposant d'une cuvette de rétention étanche.

La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage régulièrement contrôlé.

Un absorbant est stocké à proximité de la borne d'huiles. En cas de déversement accidentel, il est utilisé et traité comme un déchet dangereux.

### **Article 5.2.3 –Amiante**

Des collectes ponctuelles de déchets d'amiante liées aux matériaux inertes sont organisées. L'exploitant met en place une zone de dépôt spécifique clairement signalée.

Les éléments déposés sont reçus emballés et étiquetés, conformément à la réglementation en vigueur. Ils sont également stockés à l'abri des intempéries.

L'exploitant met à disposition des usagers les moyens d'ensachage des déchets.

## **TITRE 6 – Prévention des nuisances sonores, des vibrations et des émissions lumineuses**

### **ARTICLE 6.1 – Limitations des émissions sonores**

Les installations sont régies par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées.

Les aménagements d'intégration paysagère et les modalités d'exploitation contribuent à la maîtrise des émissions sonores de l'établissement.

Les mesures suivantes sont retenues pour réduire les bruits et les vibrations mécaniques susceptibles d'être produits par les installations :

- limitation effective de la vitesse des véhicules en circulation sur le site ;
- arrêt des moteurs des véhicules en stationnement.

Les véhicules de transport et les matériels de manutention utilisés à l'intérieur de l'établissement sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf pour le signallement d'incidents graves ou d'accidents.

### **ARTICLE 6.2 – Émissions lumineuses**

Les éclairages extérieurs de l'établissement sont dirigés du haut vers le bas et sont disposés de manière à ne pas créer de nuisance ou de gêne pour les habitations proches et la circulation routière, notamment en adaptant l'intensité et la direction des faisceaux lumineux.

## **TITRE 7 – Prévention des risques technologiques**

### **ARTICLE 7.1 – Caractérisation et gestion des risques**

#### **Article 7.1.1 – Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement**

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

#### **Article 7.1.2 – Localisation des zones à risques**

L'exploitant identifie les zones (local de stockage des déchets dangereux,...) qui, en raison de la nature des produits présents, sont susceptibles d'être à l'origine ou d'aggraver un sinistre. Ces zones sont matérialisées et reportées sur un plan tenu à jour. Les risques sont signalés et les consignes affichées.

#### **Article 7.1.3 – Stockages en extérieur**

Les stockages des déchets combustibles sont suffisamment éloignés les uns des autres pour éviter la propagation d'un incendie.

#### **Article 7.1.4 – Interdiction de feux**

Dans les parties de l'établissement, présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

## **ARTICLE 7.2 – Infrastructures et installations**

### **Article 7.2.1 –Caractéristiques des sols**

Le sol des aires et des locaux de manipulation et stockage des déchets est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

### **Article 7.2.2 –Locaux**

Les locaux d'entreposage des déchets présentent les caractéristiques de réaction au feu minimales suivantes : matériaux A2 s2 d0. Les justificatifs attestant des propriétés de réaction au feu sont conservés et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les locaux de gardien, pédagogique, et de réemploi et déchets dangereux des ménages (DDM) sont équipés de détecteurs de fumées.

Les locaux à risque incendies sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle et/ou mécanique de fumées et de chaleur.

Les stockages de liquides sont équipés de rétentions. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

### **Article 7.2.3 –Installations électriques – mise à la terre**

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et normes applicables.

Une vérification des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.

### **Article 7.2.4 –Matériels électriques de sécurité**

Dans le local de déchets dangereux, les installations électriques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, elles sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

## **ARTICLE 7.3 – Prévention des pollutions accidentelles**

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.

### **Article 7.3.1 –Protection des milieux**

Les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués, notamment à l'occasion d'un sinistre avec les eaux d'extinction d'incendie, sont collectées et ne doivent pas conduire à une pollution. Elles sont dirigées vers le bassin de rétention des eaux de ruissellement de la déchetterie.

L'établissement dispose d'une capacité de confinement permettant de collecter l'ensemble des eaux d'extinction en cas d'incendie d'une capacité d'au moins 120 m<sup>3</sup>. Le volume de confinement est déterminé en additionnant les volumes d'eaux d'extinction nécessaires à la lutte contre un sinistre, les produits libérés par l'incendie et les éventuelles intempéries concomitantes. La fonction de confinement des eaux est réalisée par le bassin de rétention des eaux pluviales dont le volume total est de 480 m<sup>3</sup>. Sa sortie est équipée d'une vanne de fermeture capable d'interdire tout rejet en cas de pollution.

## **ARTICLE 7.4 – Moyens d'intervention et organisation des secours**

### **Article 7.4.1 –Détection incendie**

Les locaux sont équipés d'un dispositif d'alarme.

#### **Article 7.4.2 –Signalétique**

Les moyens liés à la sécurité, la protection, l'évacuation des personnes ainsi qu'à la maîtrise des risques sont repérés par une signalétique réglementaire ou, à défaut, une norme ou une convention reconnue. Les secours peuvent accéder au site en permanence.

#### **Article 7.4.3 –Disponibilité et entretien des moyens d'intervention**

Les moyens d'intervention sont judicieusement répartis dans l'établissement, en nombre suffisant et de qualité adaptée à la nature des risques rencontrés, à l'activité et à la taille de l'établissement.

#### **Article 7.4.4 –Moyens d'intervention et ressources en eau et mousse**

Indépendamment des moyens de défense propres aux installations, l'établissement dispose de moyens d'intervention adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- un dispositif de communication (téléphone filaire) dans le local gardien permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- un dispositif d'alarme permettant l'évacuation des personnes présentes en cas de sinistre ;
- des plans des locaux à jour avec une description des dangers pour chaque local ;
- une réserve souple d'eau incendie de 120 m<sup>3</sup> de volume utile, accessible et disponible en toute circonstance, aux véhicules de lutte contre l'incendie ;
- une aire d'aspiration stabilisée d'une surface minimale de 32 m<sup>2</sup> conforme aux dispositions du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement.

Les moyens de défense disponibles de l'établissement sont portés à la connaissance des services d'incendie et de secours (caractéristiques, positionnement...). Le point d'eau sera réceptionné par le groupement d'opération du SDIS de Maine-et-Loire. Les attestations de conformité relatives à l'installation, la réception et la mise en service de ces moyens sont disponibles.

Les consignes de sécurité sont affichées, clairement lisibles et connues des personnels.

### **TITRE 8 – Modalité d'exécution et voies de recours – Publicité - Exécution**

#### **ARTICLE 8.1 – Délais et voies de recours**

En application de l'article L514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## **ARTICLE 8.2. Mesures de publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de Chemillé-en-Anjou et affichée à la porte de cette mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par la mairie concernée, et transmis à la préfecture.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 8.3. Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, la sous-préfète de Cholet, le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées, le maire de la commune de Chemillé-en-Anjou, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à MAUGES COMMUNAUTE.

Fait à Angers, le 12 AOUT 2024

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général de la préfecture,

Emmanuel LE ROY